

# ENGAGEMENT, MILITANCE ET LOBBYISME SCIENTIFIQUE

Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec\*

L'activité scientifique et celle du lobby ne relèvent certes pas des mêmes visées ni de la même éthique. Or, l'impératif de la rigueur condamne-t-il à la distance et à l'immobilisme face aux dysfonctions du monde actuel ? Comment interpréter l'engagement des scientifiques dans le jeu des influences politiques ?

L'expression «lobbyisme scientifique» est généralement associée à une pression sur les instances de décision, exercée par des protagonistes qui utilisent un argumentaire «scientifique» (ou qui se réclament de la science), à partir d'une appropriation de résultats de recherche ou de la contribution directe ou indirecte des chercheur-es, pour promouvoir un procédé, une technologie, un produit ou un service. Il s'agit d'obtenir un avantage corporatif ou économique. Il conviendrait ici de parler plutôt de «lobbyisme par la science».

Afin de se donner une plus grande légitimité, de tels lobbyistes présentent généralement leur cause ou leur projet comme une contribution à des intérêts collectifs. On peut penser ici à l'alibi du captage du carbone par les pétrolières ou à la technologie du contrôle chimique de la pluviométrie pour sécuriser la production agro-industrielle. Cela rend d'autant plus importantes la clairovoyance et l'autonomie des membres des comités d'évaluation de telles initiatives.

## QUAND DES SCIENTIFIQUES DEVIENNENT LOBBYISTES

Dans un contexte de politisation de la science, le «lobbyisme scientifique» peut correspondre également à une pratique exercée par des acteur-rices du monde scientifique eux- et elles-mêmes. Dans ce registre, il faudrait certes aborder la question du corporatisme scientifique qui contribue à exercer une influence sur les politiques et les programmes de recherche, incluant les critères d'octroi de fonds.

Mais de façon plus ponctuelle, dans le vaste «marché de la science», des chercheur-es peuvent aussi solliciter ou accepter un financement de la part d'entreprises désireuses de faire valoir une telle contribution pour améliorer leur image publique et, par le fait même, leur influence. Nous touchons ici un aspect névralgique de l'activité scientifique, celui du pouvoir de l'argent sur l'autonomie des chercheur-es, ce qui pourrait remettre en question l'indépendance des résultats et la crédibilité des scientifiques qui sont associées à ce type de financement.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que si «l'activité scientifique» au sens propre a pour but la production de savoirs valides – répondant à des critères de rigueur, de transparence, de cohérence logique et de réfutabilité –, l'objet et l'orientation des projets de recherche relèvent plutôt du choix des personnes qui se reconnaissent ou qui sont reconnues comme «scientifiques». Or,

celles-ci s'inscrivent dans un contexte sociétal et académique qui influence leur pratique scientifique.

## ENGAGEMENT, MILITANCE OU LOBBYISME ?

C'est ainsi que des chercheur-es, alerté-es par des problématiques écologiques ou de santé des populations par exemple, choisissent ouvertement d'associer leurs travaux à une démarche engagée, voire à une action militante, visant à jouer un rôle d'aide à la décision auprès d'acteur-rices clés ou de responsables politiques. Dans la mesure où de telles activités se passent au grand jour – plutôt que dans les espaces enclous des «lobbies» – et puisqu'elles concernent des enjeux collectifs et que les scientifiques n'y recherchent pas de bénéfices personnels, nous considérons qu'il ne s'agit pas de «lobbyisme scientifique». Il importe en effet de clarifier ici la distinction entre engagement, militance et lobbyisme sur le plan de l'éthique scientifique.

Reconnaissons d'abord que toute recherche n'est pas tenue de s'inscrire d'emblée dans une visée de développement social. Ceci dit, il nous apparaît important toutefois de revendiquer la légitimité de la posture militante de ceux et celles qui choisissent de s'engager dans cette voie et nous reconnaissons la pertinence sociale – voire la nécessité conjoncturelle – d'une éthique de l'engagement scientifique.

Il n'est pas facile d'évoquer l'idée d'engagement social en science et encore moins celle de militance. En effet, certain-s détracteur-rices n'hésitent pas à les dénigrer sous d'angle même de leur scientificité et à les associer à une forme de lobbyisme opportuniste. Alors, qu'en est-il de l'engagement et de la militance qui caractérisent une organisation comme notre Collectif scientifique, qui s'est mise en place dans la tourmente de l'annonce de l'invasion de l'industrie gazière dans la vallée du Saint-Laurent au début des années 2010 ?

## RENCONTRE ENTRE SCIENCE ET MOUVEMENTS CITOYENS

D'abord, il s'agissait de répondre à l'appel du mouvement citoyen qui s'était courageusement levé à partir d'observations, de questionnements et d'inquiétudes, qui se sont avérés fort justifiés. Le Collectif est né d'un désir d'engagement à nourrir le débat public par des synthèses de productions scientifiques – publiées alors surtout dans des revues de recherche internationales et bien souvent confinées à des circuits de diffusion académiques. Il s'agissait

de repérer et d'analyser ces travaux, de les commenter, de les synthétiser, de les expliciter, de les croiser en interdisciplinarité, de transposer ce savoir en contexte québécois, de le compléter par de nouvelles recherches *in situ* et de rendre cette science accessible.

Un tel apport a pu contribuer à l'émergence d'une «intelligence citoyenne» de la question, reconnaissant également à cet effet la valeur incontournable des «savoirs de terrain» portés par les groupes mobilisés sur les territoires concernés. Ce travail d'examen approfondi du champ de la recherche, d'écoute attentive des expériences citoyennes (voire de participation à certaines de celles-ci), de discussions critiques entre collègues et de débats entre protagonistes nous a mené-es au constat qu'il importait de prendre une position ferme à l'encontre d'un tel projet de «développement» énergétique, et de porter ce positionnement dans l'espace public, passant ainsi de l'engagement scientifique à la militance.



Illustration : Ramon Vitesse


## MILITANTISME DES SCIENTIFIQUES

Le militantisme en recherche est ainsi défini par André Robert et Jean-François Marcel: «Une volonté d'intervention sur l'existant, d'implication orientée dans une pratique sociale, sur la base de conviction, mais avec la possibilité maintenue d'un regard critique et évolutif sur le réel». C'est en effet l'exigence d'une constante distanciation critique qui permet de légitimer une telle posture. À ce critère, il convient d'ajouter celui de l'explicitation de l'intention – liée à la clarification des valeurs sous-jacentes.

Le militantisme scientifique, plus justement appelé le militantisme des scientifiques, peut prendre des formes diverses. On peut penser au soutien aux mouvements citoyens et aux initiatives de «science citoyenne» (par l'apport de protocoles de recherche entre autres et de pistes d'analyse), à la revendication de l'accès à l'information auprès des instances publiques et à la présence active dans les médias. On peut aussi penser à l'organisation d'événements publics autour des enjeux scientifiques, à la mise en place ou à la participation à un groupe d'intérêt public (comme *Science for the People* ou *Union for Concerned Scientists*), à l'action directe sur les terrains, voire à la participation à certaines formes de désobéissance civile – soit une opposition active non violente (comme au sein du mouvement *Scientist Rebellion*). On rejoint ici l'idée d'activisme, souvent connoté négativement, mais qui peut pourtant correspondre à une courageuse mobilisation en faveur du bien commun.

## UN CONTREPOIDS NÉCESSAIRE

L'ampleur du bouleversement climatique et l'érosion accélérée de la biodiversité – qui résultent de l'ensemble des dysfonctions de notre rapport au monde vivant – appellent plus que jamais les scientifiques à ne pas se confiner à l'étude distante des réalités socioécologiques. Certes, il faut mentionner ici le risque de nuire à sa carrière – soit en raison de l'investissement considérable de temps que cela exige et de la réprobation implicite ou explicite de l'institution d'attache. Mais au-delà du risque, il y a l'impératif de la responsabilité sociale, dont celle de faire contrepoids au lobby «privé» et à contrer l'inertie des décideurs.

Dans un contexte marqué par la désinformation, où la «science» (ou ce qui en tient lieu) est reconnue comme un pivot d'argumentation majeur pour justifier les choix de gouvernance, il devient essentiel de revendiquer la contre-expertise et le débat, et d'y participer avec engagement. Face à la déconstruction du monde vivant, le silence des scientifiques, comme celui des autres voix citoyennes, peut relever d'un consentement inacceptable, et l'engagement – jusqu'à la militance – apparaît comme une posture de dignité. 

\* Lucie Sauvé, Marc Brullemans, Bonnie Campbell, Christophe Reutenauer, Bernard Saulnier, Jean-Philippe Waaub et Sebastian Weissenberger